

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANBD

6 RTE DES MURS

--

76680 Montérolier

Références : UDRD-2026-04-T-137
Code AIOT : 0100004324

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement ANBD implanté Mont du Gats -- 76440 Roncherolles-en-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait à récoler les derniers points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANBD
- Mont du Gats -- 76440 Roncherolles-en-Bray
- Code AIOT : 0100004324
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ANBD, entreprise de construction, exploite une carrière de sable, d'une capacité d'extraction totale de 100 320 tonnes sur trois ans. L'exploitation est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limitation des accès	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Plantation de haies	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Création d'une mare	AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris certaines mesures permettant de respecter les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure de 2025, concernant la limitation des accès au site, la plantation d'une haie périphérique. La création de la mare n'est pas finalisée. L'inspection considère que ce point doit être mieux finalisé avant de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mars 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des accès

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Sûreté/Sécurité
Prescription contrôlée : La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : 3. l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en disposant, sous 3 mois, une clôture et un portail solides et efficaces autour du périmètre autorisé ;
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un portail répondant aux prescriptions. Concernant la clôture, l'exploitant a fourni la démonstration de l'efficacité de son dispositif qui a été renforcé en 2025. Par ailleurs, l'un des objectifs principaux de la clôture prescrite était d'éviter les entrées sur le site des clients de la discothèque voisine. Lors de la visite, l'inspection a constaté que la discothèque ne semblait pas exploitée. L'inspection considère que l'exploitant a répondu à la prescription de l'arrêté de mise en demeure sur le sujet de la clôture du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Plantation de haies

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
Thème(s) : Autre, Réduction des impacts environnementaux
Prescription contrôlée : La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : 4. l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024, en plantant, sous 2 mois, 300 mètres linéaires de haies en limites nord et est du site ;
Constats : L'inspection a constaté que la haie prescrite était en place sur les limites Nord et Est du site. L'inspection considère que l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté pour ce point et propose la levée de ce point de la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Création d'une mare

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/03/2025, article 1
Thème(s) : Autre, Réduction des impacts environnementaux
Prescription contrôlée : La société ANBD [...], est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : 5. l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024 : a) d'une part, en créant, sous 2 mois, une mare dans la partie sud-est, dans la bande périphérique des 10 m non exploitée, conformément aux modalités prévues dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale de l'exploitant ;
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un décaissement au niveau de l'emplacement prévu pour la mare décrite dans l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2024. Mais ce décaissement ne respectait pas les caractéristiques prévues pour la mare (pente, matériaux, etc). L'exploitant a expliqué qu'il avait choisi de créer une mare à un autre emplacement, au Nord-Est du site, car il s'agit du point bas de son emprise, propice à l'accumulation des eaux. L'inspection a effectivement constaté l'accumulation d'eau (en période de fortes précipitations) à cet endroit, mais n'a pas pu vérifier les autres caractéristiques attendues de la mare prescrites. Par ailleurs, l'inspection, dans son rapport faisant suite à la visite du 3 avril 2025, avait rappelé à l'exploitant que s'il souhaitait modifier les prescriptions relatives à la mare, il devait " <i>transmettre un porter à connaissance détaillant le nouveau projet et justifiant du caractère équivalent pour la biodiversité</i> ". L'inspection n'a pas reçu de porter à connaissance faisant état d'un déplacement de la mare. Suite aux échanges lors de la présente visite, l'exploitant s'est engagé à réaliser la mare, à l'emplacement prescrit par l'arrêté préfectoral, et suivants les caractéristiques prévues dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, sous 15 jours. Pour rappel, l'exploitant devra veiller à maintenir la mare en eau de mars à juin si besoin, et gérer les végétaux une fois par an maximum, en cas de fermeture du milieu, comme prévu dans son dossier de demande d'autorisation environnementale.

Par message du 25 mars 2026, l'exploitant a transmis 3 photographies de la zone de la mare prescrite montrant la création de pentes douces et la mise en place d'une bâche blanche au fond, recouverte par endroits par de la terre. Par courriel du 26 mars 2026, l'inspection lui a rappelé que sa démarche, bien qu'initiée, n'était pas achevée, et a demandé des justificatifs relatifs aux caractéristiques de la bâche et à son mode de fixation.

Lors d'une conversation téléphonique le 2 avril 2026, l'exploitant a précisé, qu'en réponse au précédent courriel de l'inspection, il avait retiré la bâche et mis en œuvre un fond de mare en argile compactée. Aucun justificatif (photo, constat d'huissier, relevé de terrain...) n'a été fourni.

En l'absence d'information plus concrètes sur la réalisation de la mare, l'inspection considère que l'exploitant n'a pas encore mis en œuvre les mesures nécessaires au respect de la prescription du point 5.a de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 mars 2025. La mise en demeure n'est pas levée à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure